



Non au mariage forcé

Pour rappel, lors du CA du mardi 12 décembre de l'UT2J, le président de l'UT2J a profité de sa voix prépondérante pour trancher l'égalité des votes (17 pour et 17 contre) en faveur d'une poursuite du processus de fusion/intégration, alors que les personnels, comme les usagers, s'étaient prononcés de façon très claire et très massive contre cette poursuite lors de la consultation du 6-7 décembre. Le vendredi 15 décembre, le CA de la COMUE a été envahi par personnels et étudiant.e.s pour protester contre ce déni de démocratie et pour exprimer la nécessité que le choix clairement exprimé à UT2J soit respecté.

Contournant cela, la présidence de la COMUE a organisé un vote électronique à propos du projet IDEX, raison officielle du processus de fusion/intégration (dans le but de la "reconquête de l'IDEX"). Ce vote n'a bien entendu aucune valeur juridique mais il semble indiquer la volonté des responsables de la COMUE de soutenir la présidence d'UT2J dans son refus de prendre acte de la volonté très largement majoritaire des personnels et usagers de l'université Jean Jaurès.

Les masques sont tombés

Sud ESR Ranguel dénonce ces méthodes anti-démocratiques.

Ce choix délibéré pour un passage en force révèle la vraie nature d'une "université de Toulouse" (UT) en construction, qui n'aura plus d'université que le nom et qui, derrière les atours flatteurs d'une communication biaisée, accroîtra l'état de déperissement actuel ainsi que la dégradation des conditions de travail comme des conditions d'études.

Aujourd'hui, les masques sont tombés. Sud Education dénonce la violence de ceux qui ont décidé de tourner le dos à la démocratie au sein de l'université et appelle l'ensemble des collègues à résister.

Sud ESR Ranguel, 18 décembre 2017